



Rapport économique 2022/2023

Norvège

Juillet 2023

Executive Summary

L'économie norvégienne se porte bien notamment grâce aux revenus des hydrocarbures ainsi que les hauts prix de l'énergie qui ont boosté l'économie nationale. La situation géopolitique actuelle et les prix élevés de l'énergie entraînent un excédent commercial et les exportations de pétrole et de gaz alimentent le fonds de pension norvégien de sommes exceptionnelles. Le pétrole et le gaz naturel représentaient 73% de la valeur totale des exportations de marchandises norvégiennes en 2022 et la part du secteur pétrolier et gazier dans le PIB était de 24.5% en 2022.

Alors que la Norvège s'est fixée des objectifs climatiques ambitieux qui impliquent une réduction de 55% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 1990, et de réduire les émissions à zéro nettes d'ici 2050, il semblerait que la transition énergétique du secteur pétrolier et gazier en Norvège puisse prendre plus de temps que prévu. La crise énergétique actuelle favorise quant à elle les efforts de la Norvège pour continuer à exploiter de nouveaux champs pétroliers et gaziers et cette dernière continue d'octroyer de nouvelles licences d'exploitation.

La Norvège a subi une inflation modérée au cours de l'année 2022. Celle-ci a tout de même atteint un des niveaux les plus élevés depuis les années 1980. L'inflation annuelle des prix à la consommation a été de 5.8% en 2022 et continue à augmenter. Cependant, l'approche proactive de la Banque centrale a permis de maintenir une certaine stabilité des prix. La croissance du PIB était de 3.3% pour l'année 2022. Le FMI a récemment anticipé une certaine hausse du PIB en 2023, en revanche, il prévoit que la croissance devrait ralentir. Pour 2023, la croissance annuelle du PIB est prévue à 2.1%. Les relations économiques avec la Suisse restent bonnes, la balance commerciale restant en faveur de la Suisse.

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENT POLITICO-ÉCONOMIQUE	3
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	5
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	6
4	COMMERCE EXTÉRIEUR	7
4.1	Évolution et perspectives générales	7
4.1.1	<i>Commerce de marchandises</i>	7
4.1.2	<i>Commerce de services</i>	8
4.2	Commerce bilatéral	8
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	8
5.1	Développement et perspectives générales	8
5.2	Investissements bilatéraux	9
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	9
6.1	Instruments de promotion économique extérieure suisse	9
6.2	Intérêts du pays d'accueil pour la Suisse	10
	ANNEXE 1 – Structure économique	12
	ANNEXE 2 – Principales données économiques.....	13
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux.....	14
	ANNEXE 4 – Commerce bilatéral	15
	ANNEXE 5 – Investisseurs principaux	16

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENT POLITICO-ÉCONOMIQUE

Après un rebond suite à la levée progressive des mesures de restriction du COVID-19, la production économique norvégienne a rapidement repris. En 2022, la Norvège a subi une croissance annuelle de 3.3%¹. Le **PIB par habitant** reste l'un des plus élevés de l'OCDE (95'027 USD²) et l'environnement économique est stable. Le secteur de l'énergie, le commerce et les finances publiques constituent un solide soutien pour l'économie. Il y a toutefois des défis à relever pour maintenir ces bons résultats compte tenu de l'adaptation économique après la pandémie, du vieillissement continu de la population et de l'urgence de lutter contre le changement climatique. L'économie norvégienne est quasi-monoculture. Elle reste peu diversifiée, dépendante du pétrole (prix, consommation) et donc exposée à des risques externes (production, achats, mouvements financiers, politique, etc.). La participation au marché du travail doit augmenter afin de garantir un niveau d'emploi élevé, qui est essentiel pour le modèle socio-économique de la Norvège. Une croissance plus importante de la productivité est indispensable aux entreprises pour rester compétitives. Parallèlement, l'activité économique doit continuer à s'adapter afin de parvenir à une réduction plus rapide des émissions de gaz à effet de serre. À cet égard, une transition vers une économie « verte » et « bleue » est en cours, mais elle ne progresse que très lentement.

En 2022, le prix des énergies a augmenté, ce qui a eu certaines répercussions sur les finances de l'État norvégien. En plus de cela, l'inflation a atteint en 2022 un des niveaux les plus élevés depuis les années 1980.³ La forte hausse des prix à la consommation au cours des derniers trimestres a été causée par d'énormes augmentations des prix de l'électricité. **L'inflation annuelle des prix à la consommation a été de 5.8% en 2022. L'inflation a continué à augmenter et se situe à un taux de 6.7% en mai 2023.**

Dû à l'évolution de l'inflation, la *Norges Bank* a notamment commencé à relever progressivement son taux directeur de zéro à 0.25% en septembre 2021, et plus récemment de 0.75% à 1.25% à la mi-juin 2022. Depuis cela, le taux directeur a constamment augmenté pour atteindre un taux de 2.75% à la mi-décembre 2022. En 2022, la banque prévoyait une augmentation progressive jusqu'à un taux de 1.75% vers la fin 2024. Il se situe actuellement à un taux de 3.25%. Le FMI a observé que l'économie norvégienne se portait bien, ceci grâce à ses revenus des hydrocarbures et au dynamisme de son marché du travail. Toutefois, selon le FMI, de nouvelles hausses des taux directeurs devraient être nécessaires afin de freiner l'inflation. Ainsi la faiblesse de la couronne, l'inflation généralisée et les attentes élevées en matière d'inflation risquent d'obliger la banque centrale à prendre des mesures encore plus énergiques.

La Norvège est confrontée à des **défis budgétaires** à long terme. Les dépenses publiques sont déjà élevées. Une croissance plus lente de la richesse, notamment en raison de rendements plus faibles, limitera la marge de manœuvre pour de nouvelles initiatives de dépenses. De même, les dépenses en matière de soins de santé et de pensions augmenteront en raison du vieillissement de la population. La **charge fiscale** est l'une des plus élevées de l'OCDE. Pour compenser ce rétrécissement de la marge de manœuvre fiscale, il faut améliorer le rapport coût-efficacité des dépenses publiques. En principe, le gouvernement poursuit une politique principalement axée sur la demande et puise fortement dans les ressources du **fonds de pension** ("Government Pension Fund Global"), alimenté par les recettes pétrolières et les impôts.

Le **produit intérieur brut** de la Norvège a atteint 5'745 milliards de NOK en 2022 (+32.9% en comparaison avec l'année précédente), tandis que le revenu disponible s'élevait à 4'866 milliards de NOK (+38.3%). Ces augmentations significatives sont dues à pour les deux tiers à la hausse des prix du pétrole et du gaz.⁴ Par le biais du fonds, le gouvernement travaille à

¹ IMF, [World Economic Outlook Database](#) [03.07.2023].

² OECD, [OECD Data](#) [03.07.2023] ; Cf. Annexe 2.

³ Norges Bank, [Annual Report 2022](#), p. 6 [03.07.2023].

⁴ Office norvégien des statistiques, [National accounts](#) [13.04.2023].

la promotion de la croissance économique et à l'ajustement structurel. La valeur du fonds était de 12 429 milliards de NOK fin 2022.⁵ L'année dernière, les revenus du fonds se sont élevés à -1637 milliards de NOK, ce qui correspond à un rendement de -14.1%.⁶ Les revenus du pétrole et du gaz resteront élevés dans les années à venir en raison de la production importante et des prix élevés, une évolution qui est encore favorisée par la guerre en Ukraine.

Selon les calculs de la *Norges Bank*, plus de **884 milliards de NOK de recettes fiscales auraient été générées par l'industrie pétrolière et gazière en 2022** (contre 295 milliards de NOK en 2021, année record).⁷ Aux recettes fiscales s'ajoutent d'autres revenus provenant des licences de production, ainsi que les dividendes des parts d'Equinor, qui devraient, quant à elles également au moins tripler pour atteindre la somme de 1'200 milliards. Cependant, les turbulences géopolitiques influencent également le marché des capitaux, ce qui a signifié un rendement de moins 14.1% pour le fonds de pension en 2022. En 2020 et 2021, un déficit budgétaire a été réalisé pour la première fois (le déficit structurel était ainsi supérieur à la règle fiscale de 3% du fonds de pension), ce qui signifie qu'au cours de cette période, les prélèvements sur le fonds ont dépassé les trois pour cent de rendement du fonds.⁸ Le déficit en 2022 se montait à 335.1 milliards de NOK (déficit structurel de 2,6% du fonds de pension).⁹ Il est toutefois attendu que le déficit structurel en 2023 s'élève à 2.5% du fonds de pension.¹⁰

L'endettement élevé des ménages, qui perdure depuis des années, est directement lié aux **problèmes de longue date sur le marché du logement**. Aujourd'hui, un peu moins de 80 % des ménages possèdent leur propre logement.¹¹ Les taux d'intérêt bas et l'augmentation du travail à domicile ont entraîné une hausse des prix de l'immobilier pendant la pandémie. Cela a favorisé le développement du **secteur immobilier** au cours de la dernière décennie, en particulier à Oslo. L'activité de construction est très élevée, tout comme le volume des ventes immobilières. Le risque de surendettement a incité les autorités à restreindre les possibilités d'emprunt privé afin d'éviter un effondrement du marché. Des réformes structurelles sont nécessaires pour s'attaquer aux problèmes à plus long terme que sont la baisse de l'accès à la propriété et le poids des loyers pour les ménages à faible revenu.

Le taux de chômage était de 3.5% en mai 2023.¹² La productivité du secteur des entreprises a augmenté de près de 3% par an au début des années 2000. Ces dernières années, la croissance de la productivité s'est accélérée. Néanmoins, elle reste inférieure à la moitié des taux atteints il y a deux décennies. La participation au marché du travail a également diminué. En 2000, la Norvège avait le troisième taux d'activité le plus élevé de tous les pays de l'OCDE ; elle se situe actuellement au 6^{ème} rang. Les systèmes généreux d'indemnisation des congés de maladie et d'invalidité, ainsi que le système de retraite, continuent d'avoir pour conséquence involontaire de réduire l'offre de main-d'œuvre. L'indemnisation des congés de maladie reste plus généreuse que nécessaire, et l'on pourrait faire davantage pour faciliter le retour au travail de ceux qui perçoivent une pension d'invalidité.

En outre, la Norvège devrait poursuivre son agenda ambitieux **en matière de changement climatique**. La Norvège fait de bons progrès en matière de technologie verte. Le taux de

⁵ Norges Bank, [Annual Report 2022](#), p. 24 [03.07.2023].

⁶ Norges Bank, [Annual Report 2022](#), p. 3 [03.07.2023].

⁷ The Norwegian Tax Administration, [Annual Report 2022](#) [20.06.2023].

⁸ La Norvège enregistre à chaque fois un déficit considérable (2022 : 9.5% du PIB). Ce déficit peut toutefois être couvert par les rendements du fonds de pension. Les rendements attendus du fonds de pension s'élèvent à 3% du capital total. C'est la somme qui doit permettre de combler le déficit budgétaire structurel (« règle fiscale »). En 2022, le déficit structurel (hors pétrole) s'élevait à 322.4 Milliards de NOK, les 3% du fonds de pension n'ayant rapporté que 300.1 Milliards de NOK. Par conséquent, 2.6% du fonds ont dû être transférés pour couvrir le déficit.

⁹ National Budget 2023, [Chapter 3.1 : Fiscal policy](#) [23.06.2023].

¹⁰ National Budget 2023, [Chapter 3.1 : Fiscal policy](#) [23.06.2023].

¹¹ Office norvégien de la statistique (SSB), [Housing conditions](#) [26.06.2023].

¹² Office norvégien de la statistique (SSB), [Labour force survey](#) [26.06.2023].

propagation des véhicules électriques est l'un des plus élevés au monde et la Norvège dispose d'importantes centrales hydroélectriques. Environ 50% de l'approvisionnement énergétique norvégien est renouvelable. Toutefois, compte tenu de cette position avantageuse une grande partie des émissions de gaz à effet de serre de la Norvège est produite dans des secteurs où il est difficile d'obtenir des réductions supplémentaires. La Norvège a augmenté ses ambitions en matière de réduction des émissions.

Parmi les plans figure une proposition de calendrier pour l'augmentation du prix du carbone d'ici 2030. Il ne semble pas que la guerre en Ukraine n'ait amené la Norvège à procéder à une révision de ses objectifs climatiques. Malgré les objectifs climatiques ambitieux que la Norvège s'est fixée, la crise énergétique actuelle favorise les efforts de la Norvège pour continuer à exploiter de nouveaux champs pétroliers et gaziers et cette dernière continue d'octroyer de nouvelles licences d'exploitation.

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

En Norvège, un secteur privé dynamique coexiste avec un secteur public important. En ce qui concerne la répartition de l'emploi, c'est surtout la **part élevée du secteur public** qui frappe. Près de 30.7% de la population active travaille dans le secteur public, la proportion la plus élevée de l'OCDE. Cela coïncide avec la charge fiscale élevée et les dépenses publiques excessives, qui se traduisent par un fort endettement (sans le pétrole).¹³

Les revenus de la production de pétrole et de gaz ont augmenté, principalement en raison des prix élevés. En raison de la situation géopolitique actuelle liée à la guerre en Ukraine, la production de pétrole et de gaz continuera d'augmenter, ce qui, combiné aux prix élevés, apportera des ressources massives au fonds de pension norvégien. Par exemple, entre 2021 et 2022 la valeur des exportations de pétroles et de gaz a augmenté de 120%¹⁴. Toutefois, si l'on exclut les exportations de pétrole et de gaz, le déficit commercial est considérable et les importations n'ont cessé d'augmenter. Les secteurs présentant un fort taux de croissance des importations et un intérêt particulier pour la Suisse sont par exemple les machines et installations de production d'électricité, les trains, les machines et appareils électriques, les matériaux et produits chimiques ainsi que les produits médicaux et pharmaceutiques.

Les salaires norvégiens, qui sont parmi les plus élevés de l'OCDE, confèrent aux ménages un **fort pouvoir d'achat**. Cela peut avoir un effet positif sur les ventes de produits suisses en Norvège, tant qu'il n'y a pas de baisse du pouvoir d'achat norvégien ou de l'économie dans son ensemble. Par exemple, l'importation de boissons a également enregistré une forte croissance. Le marché norvégien est toutefois petit et soumis à la centralisation et aux monopoles dans de nombreux domaines (denrées alimentaires, produits pharmaceutiques). Dans certains cas, le taux de change de la couronne par rapport au franc suisse constitue un désavantage pour les exportateurs suisses. En outre, il convient de souligner que l'utilisation de la langue norvégienne, qu'elle soit imposée dans les marchés publics ou pratiquée dans les relations de travail ou d'affaires, peut désavantager les entreprises opérant depuis l'étranger. Et ce, bien que de nombreux norvégiens maîtrisent également l'anglais. Dans l'ensemble, l'accès au marché norvégien est plus difficile pour la Suisse que pour les marchés des pays voisins, comme la Suède ou le Danemark.

De plus, le **secteur du commerce en ligne** est en plein essor, un développement qui a encore été accéléré par la pandémie. Avec un taux d'accès des ménages à Internet de 98% et le pouvoir d'achat élevé de ses consommateurs, la Norvège a un potentiel particulièrement important. Même si les produits nationaux sont préférés en Norvège, cette tendance ne se reflète pas dans la même mesure dans le commerce électronique et il existe un grand intérêt pour les achats en ligne transfrontaliers. Ainsi, le géant allemand de la mode Zalando ou encore les places de marché américaines Wish et eBay détiennent des parts de marché considérables en Norvège.

¹³ Cf. Annexe 1.

¹⁴ Office norvégien de la statistique (SSB), [Pétrole et énergies](#) [06.06.2023].

En 2020, un **système simplifié de paiement de la TVA** a également été introduit pour les entreprises étrangères de commerce en ligne (**VOEC – VAT on e-commerce**). La procédure VOEC ne s'applique toutefois qu'aux entreprises qui n'orientent pas directement leurs activités commerciales vers le marché norvégien (par exemple, pas de boutique en ligne norvégienne). Le consommateur norvégien préfère les produits de haute qualité, durables et avec un haut degré de transparence et peut donc être un marché d'exportation intéressant pour les entreprises suisses. Il ne faut cependant pas oublier que le consommateur norvégien est très conservateur et patriotique et qu'une culture de consommation homogène prédomine. Il est donc extrêmement difficile pour les produits étrangers (de niche) de s'établir sur le marché norvégien.

En juin 2021, le **nouveau plan de transport** actualisé pour 2022-2033 a été adopté par le Parlement. L'objectif général est de disposer d'un système de transport efficace, respectueux de l'environnement et sûr en 2050. Le gouvernement prévoit de dépenser jusqu'à 1'200 milliards de couronnes norvégiennes d'ici 2033, la majeure partie de ces dépenses étant consacrée au développement et à l'entretien des routes nationales et du réseau ferroviaire. Dans ce contexte, l'attribution des marchés se fait le plus souvent par le biais d'appels d'offres publics.

Des opportunités évidentes s'offrent aux entreprises suisses, tant pour des projets concrets de routes et de voies ferrées que pour le développement et la diffusion de nouvelles technologies (surtout les technologies vertes), en particulier si elles ont été testées et éprouvées dans un climat froid. On peut notamment noter le fait que l'entreprise suisse Stadler AG a remporté un contrat significatif avec l'entreprise norvégienne *Norske tog* comprenant 17 trains longue distance, avec une option pour jusqu'à 83 trains supplémentaires.¹⁵ Les entreprises suisses ont généralement une bonne réputation en Norvège et toute entreprise capable d'offrir des services plus rentables, plus intelligents, plus rapides, plus mobiles, plus conviviaux, plus durables ou plus sûrs sera bien placée pour remporter des appels d'offres sur le marché norvégien. Les entreprises suisses, avec leur connaissance des conditions météorologiques exigeantes et leur technologie spécialisée, sont bien placées pour prendre pied sur le marché norvégien.

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

L'économie norvégienne est fortement orientée vers l'international. La Norvège préfère le multilatéralisme au bilatéralisme. Elle est par exemple membre de l'OMC, de l'OCDE, de l'AELE et est liée par un réseau d'accords de libre-échange (ALE) bilatéraux et plurilatéraux, régionaux ou suprarégionaux. Ces accords constituent un cadre essentiel pour la prospérité et la croissance de la Norvège, car ils régissent les échanges commerciaux avec de nombreux pays.

L'Union européenne (UE) est le partenaire commercial principal de la Norvège. L'UE est notamment partie à l'accord sur l'Espace économique européen (EEE), qui est le pilier principal des relations entre la Norvège et l'UE. Toutefois, concernant la politique agricole commune et la politique commune de la pêche, les relations entre la Norvège et l'UE reposent en grande partie sur des accords bilatéraux. Il convient notamment d'ajouter que l'article 19 de l'accord EEE oblige l'UE et la Norvège à poursuivre leurs efforts de libéralisation progressive des échanges agricoles - sur une base mutuellement avantageuse - et, à cette fin, à revoir régulièrement les conditions de leurs échanges. Cela s'est traduit par une augmentation du volume des contingents tarifaires hors taxes pour certains produits agricoles tels que le fromage, la viande, les fruits, les légumes et les fleurs.

La **Grande-Bretagne** est le plus grand partenaire commercial de la Norvège, pétrole et gaz compris. Un accord bilatéral de libre-échange a été signé en décembre 2021. Il fait suite à un accord commun signé en juillet 2021 avec la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein et rapprochera le Royaume-Uni et la Norvège comme jamais auparavant, en créant une nouvelle relation de services et d'investissements avec des droits de douane réduits et des contingents

¹⁵ Norske Tog, [Stadler will produce and deliver Norway's new long-distance trains](#) [06.06.2023].

exclusifs en franchise de droits pour les exportateurs britanniques.¹⁶ De plus - en plus de l'accord-cadre déjà conclu entre l'UE, la Norvège et la Grande-Bretagne concernant la pêche - un accord a été conclu pour les quotas de pêche pour 2023. Pour le maquereau, le TAC pour 2023 a été fixé à 782 066 tonnes (-2% par rapport au TAC de 2022), conformément à l'approche du rendement maximal durable (RMD) préconisée par le Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM). Pour le merlan bleu, le TAC a été fixé à 1 359 629 tonnes (+81% par rapport au TAC de 2022) et pour le hareng atlanto-scandien à 511 171 tonnes (-15% par rapport au TAC de 2022). Les deux TAC sont conformes à l'avis du CIEM, en accord avec l'approche de la stratégie de gestion à long terme (SGLT).¹⁷ L'UE et la Norvège ont notamment signé trois accords bilatéraux portant sur la fixation de quotas dans le Skagerrak et le Kattegat, l'échange de quotas entre les deux parties et l'accès réciproque aux eaux pour les pêcheurs pour l'année 2023. L'UE et la Norvège ont pris des décisions importantes pour limiter considérablement les captures de hareng dans le Skagerrak et la mer du Nord afin de protéger le stock de hareng de la Baltique occidentale. Néanmoins, les parts de quotas des parties restent inchangées.¹⁸

La Norvège est intéressée par le développement des relations commerciales avec la Chine et par la conclusion d'un accord bilatéral de libre-échange. Les négociations à ce sujet sont toutefois à l'arrêt depuis 2020.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Évolution et perspectives générales

Depuis des décennies, la Norvège exporte principalement des **produits à forte consommation d'énergie**. En raison du changement climatique, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et l'UE font de plus en plus pression sur la Norvège pour qu'elle passe à l'énergie verte et cesse d'exploiter de nouveaux gisements de pétrole et de gaz. La Norvège s'oppose à cette exigence et continue d'octroyer de nouvelles licences d'exploitation. La crise énergétique actuelle favorise en outre les efforts de la Norvège pour continuer à exploiter de nouveaux champs pétroliers et gaziers. Le **pétrole et le gaz naturel représentaient 73% de la valeur totale des exportations de marchandises norvégiennes en 2022** et la part du secteur pétrolier et gazier dans le PIB était de 24.5% en 2022.¹⁹ Ce montant a augmenté dû aux prix élevés de l'énergie et à cause de la demande qui a augmenté considérablement dû à la guerre en Ukraine. Le deuxième produit d'exportation important de la Norvège est le **poisson**. En 2022, un nouveau record a été établi avec une valeur d'exportation de 151,4 milliards de NOK (+25.3% par rapport à l'année record 2021). Cela représente près de 5.75% du volume total des exportations.²⁰ S'y ajoutent les produits industriels liés à l'industrie pétrolière (navires, plateformes pétrolières, etc.), qui constituent d'autres exportations importantes.

Une forte demande intérieure stimule les importations, notamment les importations chinoises qui continuent de croître, même si les pays européens restent les principaux partenaires commerciaux, Suède, Allemagne et Grande-Bretagne en tête. Les importations concernent surtout des produits à forte intensité technologique, principalement des produits finis (machines, transporteurs, technologies de l'information).

4.1.1 Commerce de marchandises

Si le commerce de marchandises avait encore fortement baissé en 2020 en raison de la pandémie COVID19, une forte augmentation a de nouveau pu être enregistrée en 2021. En 2022, Les exportations ont augmenté de 87% par rapport à l'année précédente et les

¹⁶ UK-Government, [Accord bilatéral de libre-échange UK - Norvège](#) [17.04.2022].

¹⁷ Commission Européenne, [Sustainable fisheries: EU reaches agreement with north-east Atlantic coastal states, as well as with UK and Norway on the shared management of key stocks in 2023](#) [06.06.2023].

¹⁸ Commission Européenne, [Fisheries: EU and Norway conclude bilateral consultations on fishing opportunities in the Skagerrak, reciprocal access to waters and exchanges of quotas](#) [06.06.2023].

¹⁹ Cf. Annexe 1.

²⁰ Norwegian Seafood Council, [Norway's seafood exports worth NOK 151.4 billion in 2022](#) [06.06.2023].

importations de 21%. **L'UE est de loin le principal partenaire commercial de la Norvège.** Viennent ensuite le Royaume-Uni et la Chine. Les chiffres provisoires de l'Office norvégien des statistiques pour l'année 2022 montrent que 56% des importations norvégiennes proviennent de l'UE et que 69% des exportations sont destinées à l'UE. La valeur des exportations vers l'UE a fortement augmenté en 2022 par rapport à l'année précédente (+101%). Traditionnellement, la balance commerciale est en faveur de la Norvège.²¹ Toutefois, sans les exportations de matières premières, la balance commerciale serait déficitaire.

Si l'on considère les relations sous un autre angle, la Norvège était en 2022 le 6^{ème} plus grand partenaire commercial de l'UE. Le commerce de marchandises norvégien avec l'UE présente un déficit de près de 93 milliards d'euros pour 2022, qui est une différence importante par rapport à un déficit de près de 18 milliards d'euros en 2021. Ce déficit dans le commerce de marchandises est principalement dû aux prix élevés du pétrole et du gaz, ainsi qu'à un recul des importations en provenance de Russie.

4.1.2 Commerce de services

La Norvège est le neuvième partenaire commercial de l'UE pour les services. Le bilan du commerce des services entre la Norvège et l'UE est positif et relativement stable pour l'UE.

4.2 Commerce bilatéral

Le commerce bilatéral de marchandises avec la Suisse reste modeste. Selon les données provisoires de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières²² les **importations en provenance de Norvège** s'élevaient à 437 millions de francs suisses en 2022 (2021 : 469 millions de francs suisses). Cela correspond à une baisse de 6.2% par rapport à l'année précédente. Les produits forestiers et agricoles ainsi que la pêche constituent la plus grande part de l'ensemble des importations, soit 31%. Les produits forestiers et agricoles ainsi que la pêche arrivent en deuxième position avec 27%, suivis par les produits de l'industrie chimique et pharmaceutique avec 12.4%.

Les exportations suisses se sont élevées à 711 millions de francs suisses en 2022 (671 millions de francs suisses en 2021). Alors que les exportations vers la Norvège étaient encore en recul ces deux dernières années, elles ont de nouveau augmenté de 5.96% en 2022. La part la plus importante des exportations est celle des produits pharmaceutiques, qui représentent 38.8% des exportations totales. En outre, les machines exportées représentent une part de 20.3%, suivies des produits horlogers avec 11.8%.²³

La balance commerciale reste donc en faveur de la Suisse.

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Développement et perspectives générales

Depuis que **la Norvège fait partie de l'Espace économique européen (EEE)**, les entreprises étrangères sont traitées de la même manière que les entreprises nationales dans les domaines où les investissements étrangers étaient auparavant interdits ou limités. Les formalités d'établissement d'une filiale en Norvège pour un investisseur de l'EEE sont relativement simples. Il existe toutefois **quelques restrictions aux investissements étrangers**, régulièrement relevées par les organisations internationales. Elles concernent principalement **l'hydroélectricité** (inégalité de traitement entre le secteur privé et le secteur public), la **pêche**, certains **services postaux** et la **distribution de boissons alcoolisées aux particuliers** (monopole d'État).

²¹ Cf. Annexe 3.

²² Conformément aux instructions, les chiffres de l'Administration fédérale des douanes ont été utilisés pour la balance commerciale. Toutefois, pour l'annexe 3 "Principaux partenaires commerciaux de la Norvège", les chiffres de l'Office norvégien des statistiques ont été utilisés. Les statistiques relatives à la balance commerciale des sources susmentionnées présentent une divergence considérable.

²³ Cf. Annexe 4.

La Norvège obtient pourtant d'excellents résultats dans les classements internationaux des affaires. Dans le *Global Competitiveness Index* annuel du Lausanne Institute of Management (IMD), la Norvège se trouve à la 9^{ème} place, une légère baisse après une amélioration constante au cours des années précédentes.²⁴

En 2021, les investissements directs étrangers, qui s'élevaient à 143 000 millions d'euros, ont légèrement augmenté (+2%), après une diminution en 2020 qui devrait être principalement due à la pandémie COVID19. Les investissements directs sont un élément important des **relations entre l'UE et la Norvège**. Actuellement, la Suède, les Etats-Unis, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et le Luxembourg détiennent la plus grande part des investissements directs étrangers. Une grande partie d'entre eux se concentre sur le secteur du pétrole et du gaz. Depuis peu, les investissements directs dans le domaine des vents énergétiques (éolien offshore, CCS, etc.) prennent également de l'importance.

5.2 Investissements bilatéraux

Selon les statistiques norvégiennes, les **investissements directs suisses en Norvège** s'élevaient à 44'621 millions de NOK en 2021. Cela correspondait à 5.6% du total des investissements directs en Norvège.²⁵

Selon les données de la Banque nationale suisse, le **stock des investissements suisses en Norvège** a toutefois évolué un peu différemment ces dernières années :

Année	Montant (CHF Mio.)	Année	Montant (CHF Mio.)
2008	3'334	2015	1'784
2009	3'841	2016	4'917
2010	4'183	2017	4'339
2011	4'122	2018	4'211
2012	3'996	2019	2'577
2013	4'204	2020	1'973
2014	2'934	2021	2'977

Source : Stocks d'investissements directs, [BNS](#) [07.06.2023].

Année	Montant (CHF Mio.)	Année	Montant (CHF Mio.)
2008	303	2015	-227
2009	147	2016	2'322
2010	116	2017	-359
2011	243	2018	-284
2012	73	2019	-3'526
2013	127	2020	471
2014	321	2021	1'074

Source : Flux d'investissements directs, [BNS](#) [07.06.2023].

Comme le montre le tableau ci-dessus, les **flux d'investissements suisses vers la Norvège** étaient à nouveau positifs depuis 2020, selon la Banque nationale suisse. **La Suisse a amélioré son classement de deux positions pour atteindre la 7^{ème} place.**²⁶ En 2021, les parts les plus importantes d'investissements étrangers furent affectées dans des **services d'information et communication ainsi que le transport et le stockage.**²⁷ De son côté, la Norvège a investi le plus à l'étranger dans les résidences secondaires, ainsi que dans la manufacture.²⁸

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de promotion économique extérieure suisse

Les discussions entre le ministre suisse de l'économie et ses homologues étrangers, par exemple dans le cadre des réunions de l'AELE, offrent de bonnes occasions de promouvoir

²⁴ [World Competitiveness Ranking](#), IMD [13.04.2023].

²⁵ Cf. Annexe 5.

²⁶ Office norvégien de la statistique (SSB), [11321 : Direct investments, by transaction and industry \(SIC2007\)](#) [20.06.2023].

²⁷ Office norvégien de la statistique (SSB), [11321 : Direct investments, by transaction and industry \(SIC2007\)](#) [20.06.2023].

²⁸ Office norvégien de la statistique (SSB), [11321 : Direct investments, by transaction and industry \(SIC2007\)](#) [20.06.2023].

l'économie suisse.

De son côté, **l'ambassade** ne dispose que de ressources limitées pour promouvoir le commerce, l'économie et le tourisme suisses. Dans la mesure du possible, elle promeut le potentiel de notre pays en tant que partenaire commercial, bénéficiaire d'investissements ou destination touristique. Elle suit l'évolution de la politique et de la législation norvégiennes, entretient des contacts avec des représentants d'entreprises suisses ou d'acteurs norvégiens importants, soutient l'organisation de visites et collabore, le cas échéant, à l'organisation de manifestations promotionnelles. Elle organise en outre des "Business Lunches" annuels. Ces rencontres sont l'occasion de favoriser les échanges entre les acteurs et de renforcer les liens entre l'ambassade et le secteur privé suisse. En Norvège, il n'existe pas de site économique suisse ni de chambre de commerce. L'idée d'ouvrir une telle chambre de commerce n'est plus discutée depuis quelques années déjà, notamment en raison du manque d'intérêt nécessaire de la part du secteur privé.

La représentation soutient également les acteurs économiques dans la mesure de ses possibilités. Elle transmet les demandes d'une certaine importance au "S-GE Business Hub" à Stockholm, avec lequel elle entretient une étroite collaboration. Si nécessaire, les demandes sont transmises à une institution externe, le plus souvent à la chambre de commerce norvégienne et allemande à Oslo. Le responsable du « **S-GE Business Hub** » se rend régulièrement en Norvège pour établir ou entretenir des contacts. Une implication adéquate du Business Hub est indispensable. Le pouvoir d'achat et le potentiel de croissance des pays nordiques sont d'un grand intérêt pour les entreprises suisses. Les entreprises suisses, en particulier les PME, ont souvent besoin de clarification ou de soutien. L'ambassade suisse encourage également de manière ciblée les initiatives pour les entreprises suisses dans le domaine de la « Clean-Tech » (CCS et énergie verte), par exemple en étant présente lors de salons tels que « Nor-Shipping ».

6.2 Intérêts du pays d'accueil pour la Suisse

La **Suisse jouit d'une bonne réputation en Norvège**. Les Norvégiens aiment voyager et leur niveau de vie élevé leur permet d'envisager des vacances ou des études en Suisse. C'est pourquoi la Norvège est un marché intéressant pour **Suisse Tourisme** et pour les **universités et hautes écoles** suisses.

Les Norvégiens se rendent en Suisse surtout en hiver et préfèrent des lieux comme Zermatt, St. Moritz, Davos, Engelberg, Verbier et Saas-Fee. En 2016, 94'188 nuitées ont été comptabilisées, avec une augmentation continue des nuitées les années suivantes (2018 : 100'527 ; 2019 : 100'699). En raison de la pandémie, ces chiffres ont toutefois fortement baissé et n'atteignaient plus que 19'388 nuitées en 2021. Suite à la pandémie, les nuitées ont finalement augmenté atteignant un chiffre de 80'670 nuitées, légèrement plus faible qu'avant celle-ci.²⁹

Les **universités suisses** jouissent d'une très bonne réputation et sont depuis longtemps une destination d'études appréciée des Norvégiens. L'ETH et l'HSG en particulier sont appréciées et possèdent en outre des organisations d'anciens élèves en Norvège. L'attractivité des universités suisses a toutefois légèrement diminué. Le niveau de la formation norvégienne et l'attractivité des études au Danemark, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne ou en Australie parlent moins en faveur de la Suisse. En ce qui concerne les **instruments de promotion**, il convient de noter que « Présence Suisse » ne considère pas la Norvège comme un pays prioritaire. Il en va de même pour Suisse Tourisme, qui est présent à Stockholm avec une représentation composée de trois personnes et qui couvre entre autres la Norvège.

La **place financière suisse** a été ternie par l'effondrement du Crédit Suisse. Cet événement a généré une énorme perte d'argent pour le fonds de pension de l'État (GPFG). De plus, en 2022, une hausse massive des impôts en Norvège, a engendré une vague d'émigration de norvégiens fortunés (et célèbres) vers la Suisse. Cette question est régulièrement

²⁹ Office fédéral de la statistique, [Hôtels et établissements de cure : arrivées et nuitées en Suisse par pays de provenance des hôtes](#) [13.04.2023].

thématisée dans les médias.

Les investissements directs norvégiens en Suisse sont modestes. Des **investissements importants** sont néanmoins réalisés par le **fonds de pension de l'État (GPFG)**. Fin 2022 le fonds de pension possédait des parts dans 134 entreprises suisses et 35 obligations. La valeur des investissements s'élevait donc à 450'395'223'245 NOK. Cela représente 3.5% du total des investissements du fonds. Le fonds a notamment investi dans les entreprises suivantes en Suisse : Nestle SA (2.81% du capital), Roche Holding AG (2.48%), Novartis AG (2.25%), UBS Group AG (3.31%), Sika AG (3.14%), ABB Ltd, Lonza Group AG, Zurich Insurance Group, etc.³⁰ Dernièrement, le fonds a également investi de plus en plus dans l'immobilier.

³⁰ NBIM : [Investments](#) [11.04.2023].

ANNEXE 1 – Structure économique

Structure économique du pays d'accueil

	2021	2022 ³¹
Répartition du PIB^(a)		
Secteur primaire ³²	2.8%	2.81%
Industrie de transformation	34.7%	31.2%
Services	47.3%	41.5%
- dont les services publics	18.6%	15.7%

Répartition de l'emploi^(b)		
Secteur primaire	2.3%	2.2%
Industrie de transformation	31.8%	31.38%
Services	65.6%	65.99%
- dont les services publics	39.8%	39.1%

Source(s) :

- (a) Office norvégien de la statistique (SSB) : [Table 09170 : Production Account and income generation, by industry, content and year, current prices](#) [03.07.2023].
- (b) Office norvégien de la statistique (SSB) : [Table 09789 : Employed persons. Annual average \(1'000 persons\), by industry \(SIC2007\), occupation, contents by year](#) [03.07.2023].

³¹ Données provisoires.

³² L'extraction de pétrole et de gaz, y compris les services, représente 15.2% (2021) et 24.4% (2022), mais n'a été attribuée à aucun des trois secteurs.

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques du pays d'accueil

	2021	2022	2023
PIB (Mrd. USD, prix du marché)*	490	579	554
PIB /par tête (USD, prix du marché)*	90'764	106'328	101'103
Taux de croissance (% du PIB)*	3.9	3.3	2.1
Taux d'inflation (% , prix moyens à la consommation, variation en pourcentage)*	3.5	5.8	4.9
Taux de chômage (%)*	4.4	3.3	3.5
Solde budgétaire (% du PIB)*	-9.5	-6.7	-6.8
Bilan des revenus (% du PIB)*	1.11	13.6	30.4
Endettement total brut (% du PIB)*	42.7	39.6	38.8
Endettement total net (% du PIB)*	-85.3	-57.3	-68.4
Debt service (% des exportations)	n/a	n/a	n/a
Réserves (mois d'importation)	n/a	n/a	n/a

- * Source : IWF, *World Economic Outlook*
- <https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/world-economic-outlook-databases#sort=%40imfdate%20descending> [03.07.2023].

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux de la Norvège

Année : 2022

Rang	Pays	Exports Norvège (Mio. NOK)	Part	Var. ³³	Rang	Pays	Imports Norvège (Mio. NOK)	Part	Var. ¹⁹
1	Allemagne	736'535	27.9%	+141%	1	Suède	129'817	12.6%	+36%
2	UK	563'709	21.4%	+73%	2	China	126'583	12.3%	+12%
3	France	247'863	9.4%	+120%	3	Allemagne	117'455	11.4%	+25%
4	Belgique	199'546	7.6%	+116%	4	USA	64'495	6.3%	+20%
5	Pays-Bas	167'539	6.4%	+52%	5	Danemark	47'796	4.6%	+21%
6	Suède	157'792	6%	+46%	6	UK	43'896	4.3%	+11%
7	Danemark	63'351	2.4%	+56%	7	Pays-Bas	43'706	4.2%	+42%
8	Finlande	59'547	2.3%	+290%	8	Pologne	35'053	3.4%	+21%
9	Pologne	59'197	2.2%	+103%	9	Canada	31'086	3%	+30%
10	China	51'437	2%	-37%	10	France	28'691	2.8%	+18%
11	USA	50'243	1.9%	+35%	11	Italie	27'432	2.7%	+8%
12	Espagne	23'786	0.9%	+8%	12	Finlande	23'486	2.3%	+31%
13	Italie	23'205	0.9%	+26%	13	Belgique	21'569	2.1%	+34%
14	Lithuanie	20'651	0.8%	+287%	14	Espagne	20'977	2%	+5%
15	Nigeria	16'739	0.6%	+49%	15	Russie	17'525	1.7%	-20%
29	Suisse	4'370	0.2%	+20%	25	Suisse	8'256	1%	-1%
	UE	1'797'417	69%	+101%		UE	572'810	56%	+25%
	Total ³⁴	2'631'670 ³⁵	100%	+76%		Total	1'030'595 ³⁶	100%	+21%

Source : Office norvégien de la statistique (SSB) :

<https://www.ssb.no/en/statbank/table/08804/tableViewLayout1/> [22.06.2023].³³ Variation par rapport à l'année précédente en %.³⁴ Taux de change moyen en 2022 : 1 NOK = 0.09898 EUR (Source : European Central Bank, [Euro foreign exchange rates](#)).³⁵ Total exportations = 260'482 Mio. EUR.³⁶ Total importations = 102'008 Mio. EUR.

ANNEXE 4 – Commerce bilatéral

Commerce bilatéral entre la Suisse et le pays d'accueil

	Export. vers la Norvège (Mio. CHF)	Variation (%)	Import. depuis la Norvège (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (en Mio.)	Volume (en Mio.)
2018	754	10.7	455	5.6	299	1'209
2019	666	-11.6	453	-0.4	213	1'119
2020	613	-8.0	443	-2.3	170	1'056
2021	671	9.4	469	5.9	202	1'140
2022	717	6.9	553	18.0	164	1'270
(Total 1)*	711	6.6	437	21.6	274	1'148
2023 (I-VI)**	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a

**) Variation (%) par rapport à la même période de l'année précédente

Exportations (de la Suisse vers la Norvège) *	2021 (% du Total)	2022 (% du Total)
1. Produits pharmaceutiques	28.22%	38.89%
2. Machines électriques, appareils, etc.	9.48%	20.37%
3. Horlogerie	6.62%	11.91%

Importations (de la Suisse provenant de la Norvège) *	2021 (% du Total)	2022 (% du Total)
1. Métaux	18.55%	30.99%
2. Poissons et crustacés	20.38%	27.25%
3. Produits pharmaceutiques	3.53%	12.37%
4. Machines électriques, appareils, etc.	4.84%	9.04%

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières : [Datenbank Swiss-Impex](#) [03.07.2023].

*) Total « conjoncture » (Total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités.

***) Variation (%) par rapport à la même période de l'année précédente.

ANNEXE 5 – Investisseurs principaux

Investisseurs principaux en Norvège Année : 2021

Rang	Pays	Investissements directs (Mio. NOK)	Part	Variation (stock)
1	Suède	302'652	20.8%	+ 9.65%
2	Luxembourg	148'964	10.2%	+ 12.36%
3	Pays-Bas	138'713	9.5%	+ 2.22%
4	Danemark	114'233	7.9%	+ 13.86%
5	Royaume-Uni	101'671	7%	- 1.51%
6	USA	86'804	0.6%	- 41.99%
7	Suisse	81'194	5.6%	+ 21.69%
8	Finlande	73'282	5%	- 0.04%
9	Allemagne	58'300	4%	- 9.10%
10	Irlande	53'272	3.6%	+ 603.9%
11	Chypre	21'629	1.5%	+ 18.62%
12	Guernsey (2007-)	20'100	1.4%	- 11.39%
13	Bermudes	15'614	1.1%	- 22.83%
14	Singapour	15'249	1%	+ 24.75%
15	France	15'067	1%	- 49.81%
16	Chine	13'462	0.9%	- 3.1%
17	Belgique	11'741	0.8%	- 2.34%
18	Japon	11'418	0.8%	+ 4.20%
19	Îles Caiman	10'432	0.7%	+ 3.96%
20	Espagne	9'554	0.7%	- 8.6%
...	UE ^{a)}	963'807	66.3%	+ 5.48%
...	Total (Mio. NOK)	1'453'884	100%	+ 2%
	Total EUR ^{b)}	143'556.51		

Légende :

a) Sans le Royaume-Uni.

b) Taux de change moyen 2021 : 1 NOK = 0.09874 EUR

(Source : European Central Bank, [Euro foreign exchange reference rates](#)).

Source :

Office norvégien de la statistique (SSB) :

<https://www.ssb.no/en/statbank/table/11326/tableViewLayout1/> [21.06.2023].